



Commission consultative des services publics locaux

Réunion du 17 novembre 2017

Compte-rendu

Présents

- Raymond Laudrin – Vice-président « relations avec les usagers » de Eau du Morbihan – Président de la CCSPL
- Bernard Delhay – Vice-président « Production-Transport » et collègue Blavet amont Pontivy
- Frédéric Le Gars – collègue Auray-Belle Ile
- René Morice – Vice-président « Distribution » de Eau du Morbihan et collègue Oust aval
- Francis Mounier – Vice-président de Eau du Morbihan – collègue Oust moyen
- Michel Jeannot – Vice-président « affaires administratives et financières » de Eau du Morbihan et collègue Auray Belle-Ile
- Guy Rival – Vice-président de Eau du Morbihan – collègue Muzillac
- Henri Daniel – Usagers de l'Eau du Morbihan
- Yves Allenou – Familles Rurales
- Jean Le Pen – AFOC
- Henri Girard – Eau et Rivières de Bretagne

Excusés

- Sébastien Haentjens – Chambre de Commerce et d'Industrie
- Michel Aoustin – Chambre de Métiers

Assistaient également

- Françoise Jéhanno – Directrice de Eau du Morbihan
- Marie Andréan – responsable Contrôle d'exploitation Eau du Morbihan
- Jérôme Bossay – responsable Finances/RH Eau du Morbihan
- Arnaud Le Gal – responsable Ressource Eau du Morbihan
- Stéphanie Garcès – Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan

Préambule

Le Président, M. Laudrin, Président de la CCSPL accueille les participants, ouvre la séance à 10 h et propose M. Frédéric Le Gars comme secrétaire de séance, proposition acceptée.

Le compte-rendu de la réunion du 20 juin 2017 est adopté à l'unanimité.

M. Laudrin donne ensuite la parole à Mme Jéhanno pour les présentations. Elle présente d'abord M. Bossay, responsable Finances/RH nouvellement arrivé à Eau du Morbihan.

Le présent compte-rendu reprend uniquement les principaux éléments de débat, sans reprendre la présentation complète figurant au dossier ou dans le diaporama présenté.

A- PROJET DE TARIFS 2018

Les tarifs 2018 sont proposés sur les bases d'une analyse pluriannuelle préparatoire au Débat d'Orientations Budgétaires 2018 (DOB).

Sont présentés en séance pour chaque tarif (Production – TFEG – Distribution) :

- Un rappel de la structure budgétaire de Eau du Morbihan
- Les hypothèses arrêtées à ce jour en matière de Plan pluriannuel d'investissement 2018-2022
- Les hypothèses d'évolution des charges d'exploitation et des coûts de fonctionnement
- Les propositions de tarifs 2018 qui seront soumises au Comité suite à l'avis du Bureau.

Le projet de PPI est illustré par deux projets importants, à savoir l'unité de Production de Tréauray 2 et les réservoirs de Kerguéro à Brech.

Débat

- M. Girard souligne que la tendance exposée en matière d'évolution des tarifs est louable, mais insuffisante : une tarification progressive complète est souhaitée, notamment avec la création d'une nouvelle tranche jusqu'à 200 m³.

➔ M. Laudrin rappelle que les charges d'investissement comme d'exploitation pour un industriel ou un abonné domestique sont différentes. La consommation moyenne d'un abonné domestique est autour de 85 m³/an. Au-delà, et à part quelques exceptions, il s'agit en grande majorité d'activités économiques (artisanat, exploitations agricoles...). Il convient également de ne pas pénaliser le tissu économique morbihannais.

M. Rival rappelle qu'antérieurement à 2016, le tarif était trop préférentiel pour les industriels. Le rééquilibrage a été décidé et mis en œuvre. Le maintien des activités économiques doit effectivement être pris en compte.

- M. Allenou considère que la grille tarifaire de Eau du Morbihan n'est pas suffisamment incitative aux économies d'eau et sollicite également une tranche 30-200 m³.
M. Daniel propose même 100 m³. M. Girard loue l'effort fait mais souhaiterait une gratuité, comme l'air, au vu du caractère vital de l'eau.

➔ Mme JEHANNO rappelle que les tarifs proposés relèvent d'une stratégie au regard du spectre de consommation et des abonnés. Les consommations supérieures à 500 m³/an relèvent d'activités économiques. Pour les tarifs jaune et vert, l'évolution de la facture est déjà importante. Eau du Morbihan s'inscrit dans une dynamique de rééquilibrage et d'introduction d'une forme de progressivité, la tranche supérieure à 500 m³ évoluant à + de 3 % entre 2017 et 2018. La grande majorité des volumes vendus concerne des abonnés dans la consommation se situe entre 0 et 100 m³. Pour équilibrer le budget, une éventuelle création d'une tranche 30-100 m³ n'empêcherait pas la nécessité de la faire évoluer, notamment au vu des enjeux importants de gestion du patrimoine et de renouvellement de réseau.

M. Laudrin souligne que le coût par jour est inférieur au prix d'une baguette, pour un produit livré 24h/24 à domicile. Par ailleurs, les industriels font déjà beaucoup d'efforts d'économie d'eau dans leurs process et certains ont des projets de réutilisation.

M. Le Gars souligne que les industriels se dotent également de machines plus performantes et économes. L'eau doit être au juste prix du service rendu. M. Rival confirme que les consommateurs font déjà des efforts et que les tarifs proposés sont réfléchis et justifiés. M. Delhaye souligne les difficultés que pose la récupération des eaux de pluie en matière d'assainissement.

M. Morice conclut en indiquant qu'il est préférable de proposer des tarifs en gestionnaire averti plutôt que dans une logique démagogue ou électoraliste.

- Les représentants des associations considèrent, après ces discussions, que l'orientation d'évolution des tarifs et la proposition pour 2018 vont dans le bon sens. M. Daniel reconnaît que les tarifs devront forcément augmenter à l'avenir compte tenu des investissements à faire et des baisses de subventions.

➔ Mme JEHANNO remercie l'association des usagers de l'eau du Morbihan d'être cohérent entre ces propos tenus en réunion et les éventuelles communications à la presse, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé.

B- RESSOURCE/SECHERESSE 2016-2017 - point de situation

Compte tenu du déficit de pluviométrie observé depuis l'été 2016, plusieurs arrêtés préfectoraux régulant les prélèvements, les débits restitués et actant de restrictions de certains usages ont été pris depuis février 2016.

Un point d'actualité est présenté en séance sur :

- L'historique,
- Les actions mises en œuvre,
- La situation mise à jour à mi-novembre 2017.

La situation est particulière du fait de la sécheresse hivernale 2016-2017 qui semble se répéter sur 2017-2018, cumulant ainsi un défaut de précipitations et une quasi-absence de recharge des nappes.

C- RECHERCHES EN EAU SOUTERRAINE – INFORMATION SUR LES TRAVAUX EN COURS

M. Le Gal, hydrogéologue, présente la stratégie de Eau du Morbihan et les éléments techniques de recherche en eau souterraine.

- M. Girard s'interroge sur la prise en compte de la nappe et de sa recharge et sur la profondeur des forages d'essai, sur les nécessités de pompage et le coût de revient.

➔ M. Le Gal complète sa présentation : la prise en compte de la nappe se fait par les essais longue durée et la mise en place de piézomètres de mesures, qui servent également pour la définition des périmètres de protection.

La profondeur est variable, jusqu'à 200 m. Au-delà, il n'y a pas d'intérêt au vu du modèle économique.

Même si le puits est artésien (niveau de la nappe au-dessus du niveau du sol), il est malgré tout nécessaire de pomper pour mobiliser le débit nécessaire.

L'objectif est de mobiliser plus d'eau souterraine pour soulager les eaux superficielles. Pour autant, même si les unités de production à partir d'eau souterraine présentent des coûts d'exploitation plus faibles que pour les eaux de surface, l'investissement est très lourd, tant en recherche qu'en traitement (exemple UP de Bot Coët à Ploërdut = 400 k€ de recherche en eau + 2 M€ pour l'unité de production de 60 m³/h), sans compter le coût de sécurisation.

M. Delhayé souligne les importants investissements en la matière dans le nord-ouest du département, non raccordé à l'ossature principal du réseau d'interconnexion.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 12h00.